

*Accords de Bretton Woods—Loi*

La Banque mondiale et le FMI ont modifié leurs politiques. Ma collègue de New Westminster-Coquitlam a parlé d'un autre changement. Dernièrement, la Banque mondiale a décidé d'obliger les pays qui lui empruntent de l'argent à respecter les conditions plus strictes du FMI. Autrefois, le FMI s'occupait des pays les plus riches et la Banque mondiale s'occupait des pays les plus pauvres. On demande maintenant aux pays plus pauvres de répondre aux conditions imposées aux pays plus riches. C'est un changement de politique évident. Le député de York-Est, qui ne veut plus écouter, a tort de prétendre qu'il n'y a pas eu de changement.

Le rôle du FMI et de la Banque mondiale a changé au détriment des pays pauvres et le gouvernement actuel cache ce qui se passe en ne permettant plus la tenue d'un débat public en règle. Ainsi, il ne sera plus possible de signaler que le président Reagan a abusé de la Banque mondiale, comme ma collègue la députée de New Westminster-Coquitlam vient de l'expliquer. Il ne sera pas possible de signaler que l'on n'a pas du tout tenu compte de la Partie II de l'article I de la charte du FMI. Quand on examine les conditions que le FMI a posées à la Jamaïque, on s'aperçoit qu'elles prévoient une réduction de la rémunération et des services publics, une augmentation des tarifs téléphoniques et, en fait, l'augmentation de tous les coûts que les Jamaïcains doivent payer et la baisse de leurs revenus. C'est absolument contraire à l'objectif déclaré du Fonds monétaire international.

Le FMI et la Banque mondiale jouent un jeu qui n'a rien de nouveau, monsieur le Président. Il remonte à au moins 3,200 ans. On en parle dans l'Exode quand on décrit comment le pharaon, dictateur de l'Égypte, s'est emparé des exploitations agricoles et des animaux et a réduit ses propres sujets en esclavage. Dernièrement, plusieurs pays connaissent la famine. Le pharaon, qui avait accaparé tout le grain du pays au cours des années fastes et l'avait entreposé sous bonne garde, a profité d'une famine pour distribuer avec parcimonie ce grain à ses propres sujets pourvu qu'ils hypothéquent leurs maisons, leurs terres, leurs animaux et la prochaine récolte, et en définitive, ses sujets ont dû accepter de devenir ses esclaves. Voilà ce qui est arrivé il y a quelque 3,200 ans, monsieur le Président. Il est clair à cet égard que les principaux gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont lu leur bible. Il y a d'autres chapitres sur lesquels ils ne se sont pas arrêtés, mais ils ont lu celui-là.

● (1640)

Le problème dans le cas de la Banque mondiale et du FMI, c'est que depuis le début, ils étaient censés, en tant que banque publique, favoriser la reconstruction et le développement des pays après la guerre et au cours de la période moderne que nous connaissons depuis lors. En fait, ils servent généralement à maintenir des accords commerciaux et à créer les conditions favorables aux sociétés multinationales à but lucratif et aux banques des pays industrialisés qui sont les fondateurs de la Banque mondiale.

Ainsi, dans le domaine de l'agriculture, M. Robert McNamara, ancien gouverneur de la Banque mondiale, une personne bien placée donc, dont les paroles devraient intéresser le député de York-Est, a déclaré que dans tous les pays en voie de développement, les pauvres des régions rurales sont incapables de profiter adéquatement des programmes de leur pays et d'y contribuer. Autrement dit, le développement favorisé par la

Banque mondiale a contribué en fait à accentuer la misère des pauvres. Ayant décidé de privilégier les cultures commerciales destinées à l'exportation au détriment de celles destinées à la consommation sur place, le gouvernement de maints pays a réservé les meilleures terres à la production de café, de sucre et de coton qu'il nous destine, ne laissant que des terres arides pour l'agriculture de subsistance. Les pays de l'Amérique centrale, les Philippines et de nombreux pays parmi les plus pauvres du monde ont adopté ce modèle sur les conseils de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Et non seulement sur leurs conseils, mais sur leurs instances.

Seuls les plus gros propriétaires terriens peuvent se prévaloir des modalités de crédit permettant l'introduction de nouvelles méthodes agricoles faisant appel à la mécanisation et aux engrais. Les petits agriculteurs ne peuvent soutenir la concurrence. Ils sont contraints de vendre leur terre et deviennent métayers, fermiers ou ouvriers agricoles attachés à de riches exploitations, ou d'aller à la ville grossir les rangs des chômeurs qui vivent dans des bidonvilles et parmi lesquels les contremaîtres à l'emploi de multinationales recrutent leur main-d'œuvre à 25c. l'heure.

On constate une évolution parallèle dans le secteur de la fabrication. La Banque mondiale favorise l'extraction de matières premières et la création de zones de transformation de ces matières en produits destinés à l'exportation, sorte de stratagème qui vise à contourner les lois promulguées pour protéger la main-d'œuvre, l'environnement, voire même l'économie du pays en question. Ces mesures ont surtout servi les intérêts des multinationales et des banques des premiers pays du monde, ainsi que les élites du tiers monde qui sont leurs agents.

Mahbub el Haq, l'ancien directeur de la politique de la Banque mondiale, en est un autre qui connaît la situation. Il a déclaré qu'au Pakistan «l'écart entre ruraux et citadins est plus prononcé que jamais et que 22 familles environ accaparent encore l'essentiel des richesses». Voilà ce que Mahbub el Haq, l'ancien directeur de la politique de la Banque mondiale, pensait de l'apport de la Banque mondiale à son pays.

L'effet percolateur qui devait résulter des projets faisant appel à de gros investissements ne s'est tout simplement pas produit. Selon McNamara, «faire l'éloge de la libre entreprise devant de pauvres analphabètes affamés et malades qui n'ont absolument rien à vendre est à la fois inutile et insultant». Cette libre entreprise que McNamara a rejetée, M. A. W. Clausen, l'actuel gouverneur de la Banque et un chaud partisan des thèses économiques de Reagan, s'en fait le propagandiste.

Les partisans de la Banque mondiale soutiennent que les revenus d'exportation des pays bénéficiant de son aide et de ses investissements se sont accrus. C'est sans doute vrai, mais ils évitent de mentionner que la dette étrangère de ces pays s'est généralement accrue davantage du fait de la dévaluation de leur monnaie. L'avènement de la Loi sur les accords de Bretton Woods n'a rien changé à la situation, comme voudrait nous le faire croire le député de York-Est. Ces accords ont simplement amené les pays les plus démunis à dévaluer leur monnaie. Ces pays sont obligés d'importer des biens d'équipement, du pétrole, des camions et des machines, et des composantes de fabrication, et ils doivent consentir au rapatriement des bénéfices aux pays d'origine, comme les États-Unis, qui contrôlent le